1824 – 1848 : L'ACTION SOCIALE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARIÈGE

Graziella Filoni

Introduction

Il est des coins de France où le temps semble s'écouler plus lentement qu'ailleurs. Repliée au cœur des Pyrénées, entre Aude et Haute-Garonne, l'Ariège est un de ces départements riches d'histoire et de témoignages précieux qui font revivre le passé. Composé de trois parties à peu près égales, les plaines au nord, l'espace collinaire central et les montagnes au sud, le territoire est représentatif du développement de la politique sociale des départements au cours de la première moitié du XIX^e siècle.

Les bouleversements historiques, politiques ou sociaux du XIX^e siècle donneront à l'Ariège son visage actuel. Ainsi, de profonds changements vont se produire, principalement dans la seconde moitié du XIX^e. Le mode de vie et l'économie ancestrale vont être transformés et le passage entre l'ancienne société agropastorale et le monde rural moderne s'opère avec beaucoup de difficultés. Malgré la résistance souvent acharnée de la population qui s'attache à conserver ses traditions, ses usages, la marche du progrès ne peut être enrayée et les grandes mutations sont inévitables. Vers 1850, c'est donc tout un mode de vie qui disparaît, laissant place à une situation nouvelle. La montagne se vide au profit de la plaine, la déprise humaine est considérable et se poursuit jusqu'à nos jours. La misère qui sévissait alors paraît endiguée mais le département demeure parmi les plus pauvres de France.

Cependant, pour comprendre ces évolutions, il est très intéressant de se pencher sur les indices annonciateurs des futurs changements qui apparaissent dans la première moitié du XIX^e siècle. Les premiers conflits mettant en jeu des intérêts politiques ou économiques deviennent patents et insolubles. Pourtant, la vie d'Ancien Régime se poursuit obstinément, volontairement aveugle devant ces évolutions.

La période présentée, de 1824 à 1848, correspond particulièrement à cet état d'esprit. En 1824, l'avènement de Charles X s'inscrit dans la tradition

des successions monarchiques. Avec le retour des Ultras, l'ordre royal semble même se consolider. Quoique durement ébranlé par la Révolution de Juillet, il se maintiendra jusqu'en 1848, dictant un mode de vie et une mentalité particulière. En 1838, s'il n'y a pas de renversement politique majeur, une réforme de législation intervient, se révélant capitale pour certaines institutions administratives. En effet la loi du 10 mars 1838 fixe la nature du département en consacrant sa personnalité morale et accroît les compétences des conseils généraux.

Le dépouillement des délibérations du Conseil général est donc très révélateur de la situation de l'Ariège entre 1824 et 1838, tant sur le plan politique qu'économique ou social. Les thèmes abordés par les conseillers généraux relatent la vie quotidienne de la population. Alors même que ce que nous nommons aujourd'hui « la compétence solidarité » ne relevait pas de l'institution départementale, l'amélioration des conditions de vie et la défense des pauvres gens guidaient déjà l'action de son assemblée.

I. L'Assemblée départementale en 1824 : constitution et représentation

Créé à la Révolution française par la loi du 22 décembre 1789, le Conseil général est l'instance délibérante du département. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, cette institution va connaître une importante évolution. Régie tout d'abord par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) sur la division du territoire français et l'administration, elle verra son organisation devenir plus démocratique grâce à la loi du 25 juin 1833 et ses compétences plus étendues par celle du 10 mai 1838. Avec ces nouvelles mesures législatives le Conseil général va jouer pleinement son rôle de liaison entre pouvoir central et local, et participer de ce fait à la politique de décentralisation encore timide à cette époque. Entre 1824 et 1838, des changements considérables vont donc être réalisés au sein de l'assemblée départementale tant sur le plan de la composition¹ du Conseil général que sur celui de ses attributions.

Les bases juridiques sont posées par la loi du 28 pluviôse an VIII : 16 conseillers composeront l'assemblée départementale en Ariège, nommés pour trois ans par le premier Consul. « Le Conseil général s'assemblera chaque année. L'époque de sa réunion sera déterminée par le gouvernement et la durée de sa session ne pourra excéder quinze jours. Le Conseil général nommera un de ses membres (le doyen) pour président, un autre (le plus jeune) pour secrétaire »².

La loi du 16 juin 1824³ confère au département une personnalité juridique et un patrimoine. À partir de cette date, l'Assemblée départementale acquiert un peu d'autonomie. Grâce à la loi du 25 juin 1833, les conseillers ne sont plus

1 Les membres du Conseil général sont alors nommés par le gouvernement et ce n'est qu'en 1833 qu'ils sont élus au suffrage censitaire puis au suffrage universel par la loi du 3 juillet 1848.

2 Bulletin des lois.

3 J.-L. MESTRE, *Histoire des collectivités locales*, Collectivités locales. Paris, Dalloz, 1976, chapitre 3, p. 24.

nommés mais élus dans chaque canton, pour neuf ans, renouvelés par tiers tous les trois ans et indéfiniment rééligibles au scrutin uninominal à deux tours⁴ par une assemblée électorale composée des électeurs et des citoyens portés sur la liste du jury. Si leur nombre est inférieur à cinquante, le complément est formé par l'appel des citoyens les plus imposés. Pour être élu, un conseiller doit jouir des droits civils et politiques, être âgé d'au moins vingt-cinq ans et payer deux cents francs de contributions directes dans le département. Enfin, pour se réunir, le Conseil général doit être convoqué par le préfet⁵. Le rôle de l'État reste donc primordial dans le fonctionnement de l'institution⁶. Dans l'Ariège, les hommes qui composaient l'assemblée départementale semblaient entretenir les meilleurs rapports avec l'autorité préfectorale. Leur statut social et leur rôle en faveur du département les rapprochaient des vues de l'administration centrale.

L'assemblée départementale est en effet composée des grands notables du département. Depuis le Consulat, ils constituent « les masses de granit » qui étaient la réforme des institutions. À la Restauration, les mêmes critères de recrutement (naissance, fortune, mérite) conditionnent la nomination aux postes de responsabilités. Le régime censitaire découle logiquement de cette situation et les conseillers généraux sont donc inscrits sur la liste du collège électoral de l'Ariège. Cependant dans ce petit département, rural et pauvre, les grands notables sont peu nombreux. Le choix effectué par le gouvernement pour la nomination des conseillers s'en trouve restreint. Il ne faut donc pas s'étonner de voir les mêmes familles se succéder durant plusieurs générations au Conseil général, la permanence et la continuité dans ce personnel étant caractéristique de l'Ariège.

En plus de leurs fonctions départementales, de nombreux conseillers généraux occupent d'autres fonctions administratives. Certains participent à la gestion des affaires municipales en tant que maire ou adjoint tandis que d'autres, députés, sont proches du gouvernement.

Opérant la jonction entre pouvoir central et communal, les conseillers remplissent pleinement leur rôle de courroie de transmission entre le peuple et la Nation. Jean-Jacques Sol par exemple est représentatif de cette double fonction. Président du Conseil général, en 1832 et 1833, il a été d'abord maire de Saverdun puis député de l'Ariège au corps législatif jusqu'en 1806⁷. François Fornier de Clauzelle, conseiller général en 1820 lui succède à la députation entre 1815 et 1819⁸. Le général Lafitte, lui, sera élu député en novembre 1830⁹. De même, les maires sont nombreux à l'assemblée départementale : Clément Rousse, conseiller général en 1831 est maire de Siguer (canton de Vicdessos) depuis 1827. Pierre Vasilière

4 J. BOURDON, J.-M. PONTIER, *Le Conseil général*. Que sais-je ?, Paris, PUF, 1992, p. 16.

5 Bulletin des lois.

6 J. BOURDON, J.-M. PONTIER, op. cit., p. 113.

7 L. BERGES, M. COURS-MACH, *Grands notables du Premier Empire*, Paris, édition du CNRS, 1985, p. 143.

8 *Ibid* p 83-84

9 Les informations concernant la constitution et la représentation du Conseil général sont tirés de L. BERGES et M. COURS-MACH, *Grands notables du Premier Empire*, Paris, édition du CNRS, 1985.

occupe la même fonction à Pamiers en 1828. Jean-Marie de Morteaux, maire de Labastide-de-Sérou pendant la Restauration et André Vergnies-Bouyschère, maire de Vicdessos sont également conseillers généraux. Enfin, Fortuné de Tersac siégeant au département en 1825 détient l'écharpe de Saint-Lizier. La profession des conseillers est également révélatrice de leur haute condition sociale. La plupart sont des propriétaires terriens qui gèrent leur domaine et en tirent assez de rentes pour vivre aisément. Fornier de Clauzelle, Étienne de Lasserre, Faure-Fiches représentent parmi beaucoup d'autres cette catégorie. Leur revenu annuel s'élève respectivement à 16 000 francs, 15 000 francs et 8 000 francs, les plaçant dans la moyenne basse des notables ariégeois. D'autres sont négociants tel Jean-Jacques Sol inscrit sur la liste des cinquante contribuables les plus imposés de l'Ariège en 1827 avec une fortune de 300 000 francs. Les hommes de loi forment le second groupe de notables. On citera Galy-Gasparrou, avocat, notaire puis juge de paix à Massat, élu au conseil général en 1832 et dont la fortune s'élève à 90 000 francs.

Les maîtres de forges comptent également parmi les personnalités marquantes de l'assemblée départementale ; Clément et Paul Rousse, le marquis Thonel d'Orgeix et André Vergnies-Bouyschère représentent cette profession au conseil. Jean-Baptiste Falentin de Saintenac, notable le plus riche du département, est quant à lui conseiller de préfecture. Ses 600 000 francs de fortune résultent donc d'un patrimoine familial ancien. Enfin les militaires occupent une place importante dans la composition du Conseil général. Ils ont souvent servi sous l'Empire et n'apparaissent que tardivement parmi les notables de l'Ariège. Le général Lafitte, élu en 1832 et issu d'une famille humble, doit son ascension sociale à son engagement dans l'armée et aux circonstances de la Révolution. De même le major Artaud, conseiller général de 1831 à 1833, le moins titré (chevalier), le moins doté (2 000 francs) et le moins gradé (major de cavalerie) atteint 5 000 francs de revenus annuels, ceci lui permettant de tenir fort honorablement son rang.

En règle générale, les opinions politiques des conseillers généraux sont assez homogènes. La plupart sont considérés par le préfet Gauja en 1832 comme des hommes modérés, sages et avisés (Jean Jacques Sol le président du Conseil par exemple). De même, le préfet ne tarit pas d'éloges au sujet d'Étienne de Lasserre dont « la carrière ininterrompue sous l'Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet est caractéristique de celles de ces notables modérés, soucieux du bien-être public plutôt que de politique ». Cependant l'Assemblée compte aussi quelques Ultras parmi ses membres : Fornier de Clauzelle, député Ultra en 1819 vote les lois d'exception et démissionne du Conseil général en 1830 après la Révolution de Juillet. De Morteaux, pour la même raison, refuse en 1833 de prêter serment au nouveau Roi. Falentin de Saintenac, et Thonel d'Orgeix siègent aussi aux côtés des Ultras. Les légitimistes, moins extrémistes, sont également bien représentés par André Vergnies Bouyschère, « légitimiste mais homme pondéré » et Clément et Paul Rousse. Enfin d'autres sont qualifiés de libéraux, favorables à la Révolution de Juillet et très attachés à Louis-Philippe tel Jean Pierre Artaud, Jean Joseph Faure-Fiches ou Verbizier de Saint-Paul. Pour terminer ce portrait sociologico-politique

du conseiller général ariégeois, il fallait ajouter que l'on trouve parmi eux quelques protestants : Jean Jacques Sol, Étienne de Lasserre qui « représente avec honneur (...) un canton presque tout protestant » (celui du Mas-d'Azil) et Verbizier de Saint-Paul, ces hommes comptant parmi les personnalités les plus estimées de cette assemblée.

Après 1838, le Conseil général verra son autorité s'accroître grâce à la légitimité démocratique acquise par l'élection de ses membres et l'augmentation de ses compétences. Cependant il faut constater une certaine permanence dans ce personnel. Nommés ou élus, les conseillers restent choisis dans les mêmes familles et parfois un fils élu succède à un père nommé.

Les conseillers généraux font tous partie des notables de l'Ariège, leur origine sociale, leur carrière professionnelle, leur préférence politique et leur religion sont différentes. Cela permet une palette étendue d'opinions et des avis partagés sur les affaires du département. Cette situation paraît propice à une plus grande considération des intérêts de chacun ainsi qu'une gestion plus efficace. Grâce à la loi du 10 mai 1838 qui précise la nature du département et fixe ses compétences, le Conseil général, va devenir une collectivité territoriale de poids.

II. Les attributions du Conseil général

Le Conseil dispose par la loi du 28 pluviôse an VIII, de trois types de compétences qu'il assume soit en exerçant son pouvoir décisionnel, soit en délibérant seulement et dans ce cas il a besoin de l'approbation du Roi, du ministre ou du préfet, soit en donnant un avis. Il est surtout compétent en matière fiscale car il assure la répartition des impôts entre les arrondissements, vote les centimes additionnels et les dépenses facultatives d'intérêt départemental. En 1838 il prononce définitivement les demandes de réduction de contingent formées par les communes. Il délibère entre autres sur les contributions extraordinaires à établir et les emprunts à contracter dans l'intérêt du département, sur le classement, la direction des routes départementales, sur l'établissement et l'organisation des caisses de retraite des employés de préfecture et sous-préfecture, sur la part des dépenses des aliénés et des enfants trouvés et abandonnés.

Le budget du département est présenté par le préfet, délibéré par le Conseil général et réglé définitivement par ordonnance royale¹⁰. L'institution dispose donc de peu de pouvoirs décisionnels. De façon étonnante, ceux-ci se rapportent essentiellement à l'aspect financier qui constitue pourtant l'élément le plus important car il concerne directement le trésor de l'État. Selon certains auteurs, ces prérogatives en matière fiscale ne seraient que le « pâle héritage du principe du consentement du contribuable à l'impôt »¹¹.

Les conseillers généraux interviennent sur une multitude de sujets mais une importance particulière semble donnée au « social ». La notion de solidarité est

10 Bulletin des Lois.

11 P. BODINEAU, M. VERPEAUX, op. cit., p. 41.

alors ce qui qualifie le mieux, dès cette époque, les interventions du Conseil général et les différencie des autres collectivités territoriales. De plus, les conseillers se voient également confier des responsabilités en matière d'enseignement¹² et ont une vocation particulière d'aide au monde rural¹³. Dans tous ces domaines, le Conseil général, malgré son faible pouvoir, fera preuve d'initiatives, toujours guidé par le souci de prospérité du département. Les conseils sont donc placés selon Chaptal « au-dessus de la ligne d'exécution, ils veillent aux intérêts de tous, maintiennent la justice dans l'administration elle-même et n'en gênent dans aucun cas la marche rapide »¹⁴. Mais la loi du 10 mai 1838 sur les attributions des conseillers généraux, sans remettre en cause les pouvoirs du préfet, reconnaît implicitement la personnalité du Conseil général en lui donnant la possibilité d'ester en justice et la propriété de ses biens¹⁵. Ainsi, c'est un pas de plus vers la décentralisation qui est opéré et la collectivité devient l'organe de représentation et de décision du département.

Cependant l'action la plus considérable dans ce domaine tient dans la véritable politique sociale que l'institution s'efforcera d'instaurer. La situation misérable de l'Ariège à cette époque a en effet poussé les conseillers à agir en faveur de la population pour améliorer ses conditions de vie et par là même entraîner une évolution générale du département.

III. L'action sociale du Conseil général

De l'étude des délibérations du Conseil général de 1824 à 1838, ressort une certaine volonté d'agir en faveur des déshérités. Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'économie rurale traditionnelle perdure dans l'Ariège. Si les premiers signes de l'industrialisation apparaissent, les progrès et l'amélioration de la qualité de la vie ne concernent qu'une infime partie de la population. Une majorité de petites gens, agriculteurs, artisans, ouvriers restent exclus de ces évolutions. Beaucoup d'indigents vivent de menus travaux ou de mendicité. Cette classe misérable se compose également pour une grande part de malades, aliénés, vieillards, dont les familles ne veulent se charger. Ainsi le sort des enfants abandonnés¹⁶ n'est-il pas le seul à attirer l'attention de l'assemblée départementale. Elle interviendra auprès de toutes les populations défavorisées par la misère ou la maladie. Parfois le Conseil général devra également faire face à des problèmes ponctuels (disette - aléas climatiques) et être en mesure de réagir rapidement en accordant des aides d'urgence. Enfin il tentera de développer un système d'épargne individuelle afin que les travailleurs assument eux-mêmes leur avenir. Cette aide sociale participe des attributions et compétences logiques d'un Conseil général. Elle témoigne, avant tout, d'un souci d'amélioration globale de la qualité

12 Voir infra p. 131.

13 J. BOURDON, J.-M. PONTIER, *op.cit.*, p. 78 et 81.

14 P. BODINEAU, M. VERPEAUX, *op.cit.*, p. 41.

15 *Ibid.* p. 48.

16 Voir supra, p. 109.

de la vie et de considérations progressistes. L'objectif visé n'est pas la disparition totale de la pauvreté car comme l'explique Monicault, préfet depuis 1833, « la mendicité existera toujours dans un pays catholique »¹⁷. Aussi les subventions sont-elles octroyées dans les limites du budget affecté à l'aide sociale, mais toujours de façon stable et continue. Entre 1824 et 1838, les conseillers généraux s'emploieront principalement à développer l'instruction pour les sourds-muets et à améliorer le dépôt de mendicité de Saint-Lizier. Ils distribueront également divers « encouragements et secours » et contribueront à créer une caisse d'Épargne et de Prévoyance. Enfin, en accordant des aides ponctuelles, ils effaceront les conséquences d'incidents naturels.

1. L'aide en faveur des nécessiteux

Le développement de l'instruction pour les sourds-muets

« C'est particulièrement au moyen des fonds départementaux qu'on peut espérer de généraliser l'instruction parmi les sourds-muets »¹⁸. Cette circulaire ministérielle du 2 juin 1834 n'est qu'un rappel pour les conseillers généraux. En effet, depuis 1829, ces derniers réservent une allocation de mille francs aux familles indigentes concernées¹⁹. Cette somme, renouvelée chaque année, permet l'instruction et l'entretien de ces malheureux qualifiés par le préfet de « classe la plus pauvre et la plus délaissée de la société »²⁰. De plus, dès 1833, deux élèves, Julien dit Roubichou de Laroque-d'Olmès et Jean Ruffat d'Aigues-Juntes, seront envoyés aux frais du département à l'école pour sourds-muets de Toulouse. Fondée en 1826, celle-ci est, « parmi les institutions consacrées en France à l'enseignement des sourds-muets, une de celles que la confiance publique place au premier rang »²¹. La méthode employée est fondée sur l'usage et l'imitation qui initie promptement l'élève à la lecture des livres et à la connaissance de la langue²². Cette institution est dirigée par l'abbé Chazotte sous les hospices du conseil d'administration de la ville de Toulouse, de la Haute-Garonne et des départements circonvoisins, dont l'Ariège²³. Durant toute la période étudiée, les deux élèves seront maintenus dans cette école grâce aux bourses accordées par le Conseil général. Ces subventions seront reconduites jusqu'à la III^e République. En 1887, une commission d'enquête sur les fonds départementaux en faveur des sourds-muets révèle « qu'il y a un crédit normal c'est-à-dire invariable de mille francs. Mais [elle voit] avec plaisir que ce crédit a été dépassé en 1886, qu'il est encore majoré en 1887 et [elle a] tout lieu de penser qu'après ces précédents, le crédit conservera cette salutaire élasticité »²⁴. La conclusion de ce rapport démontre que

17 A.D.A. 1 N 10.

18 A.D.A. 3 X 129.

19 A.D.A. 1 N 9.

20 A.D.A. 1 N 8.

21 A.D.A. 3 X 129.

22 *Ibid.*

23 *Ibid.*

24 T. DENIS. *Les conseillers généraux et les institutions de sourds-muets*. Paris, Berger Levrault & Cie, 1887, p. 18.

la circulaire ministérielle de 1834 est toujours consciencieusement appliquée. Les craintes de la commission sur la fixité des crédits nuisant à l'éducation ne sont donc pas fondées en ce qui concerne l'Ariège.

L'amélioration du dépôt de mendicité de Saint-Lizier

Le dépôt de mendicité de Saint-Lizier²⁵ accueille toute une population qui pour diverses raisons se trouve exclue de la société. En 1834, 204 personnes y sont enfermées, réparties par le préfet en plusieurs catégories : 43 infirmes et estropiés, 19 vieillards de 70 à 90 ans, 95 insensés, épileptiques ou imbéciles, 7 enfants de 10 à 16 ans et 32 de moins de 10 ans, enfin 8 filles malades traitées dans l'intérêt de la santé publique²⁶.

Entre 1824 et 1838, les conseillers s'emploieront à améliorer cet établissement déclaré d'utilité publique lors de chaque session. Plusieurs travaux seront réalisés dans ce but grâce aux 9 396,10 francs octroyés en 1826 en plus des 32 000 francs d'allocation annuelle²⁷. Les premiers aménagements effectués éviteront aux malades de sexe masculin de traverser le pavillon des femmes pour se rendre à la chapelle. En 1834, la construction de nouvelles loges est prévue car « les malades s'entassent à dix dans une loge prévue pour un seul »²⁸. 22 668,05 francs doivent donc permettre de construire un étage supplémentaire sur chaque pavillon. Cependant l'année suivante cette idée est abandonnée au profit de l'achat d'un bâtiment adjacent au dépôt. En effet, le premier projet consistait, selon la réflexion amusante du préfet « à mettre des fous sur des fous et à augmenter leur irritation »²⁹.

Les conseillers généraux se préoccupent également de l'état de santé des aliénés. En 1829, le préfet constatant que leur nombre est considérable, désire « que les moyens de traiter cette maladie soient mieux appropriés et plus méthodiques »³⁰. Dans ce but, un chirurgien est affecté à l'établissement en 1835³¹. En quatorze ans, le nombre de malades mentaux ne cessant de croître, les conseillers proposent de changer la dénomination du dépôt de mendicité pour choisir celle, plus adaptée, de « maison de refuge et d'aliénés ». Pour expliquer cette recrudescence, peut-être peut-on avancer, avec le corps des médecins en psychiatrie, que le nombre d'aliénés est fonction du degré de complexité de la société. Ainsi, l'augmentation de cette population témoignerait des premiers changements annonciateurs du grand tournant de la seconde moitié du XIX^e siècle.

25 Claire Nigou. « Le dépôt de mendicité de Saint-Lizier (1805-1850) », *Archives ariégeoises*, n° 7, p. 121-144

26 A.D.A. 1 N 10.

27 A.D.A. 1 N 7.

28 A.D.A. 1 N 10.

29 *Ibid.*

30 A.D.A. 1 N 8.

31 A.D.A. 1 N 10.

La distribution des encouragements et secours

Dans les délibérations du Conseil général, un chapitre intitulé « Encouragements et secours » réserve chaque année une aide appréciable à diverses personnes ou institutions. Tout d'abord la somme de 500 francs est annuellement octroyée au sieur Volusien Acoquat, ancien employé de la préfecture. Vieillard pauvre et père de famille, il bénéficiera jusqu'à sa mort de l'allocation départementale³².

Ensuite le Conseil général subventionnera la formation de la Caisse de retraite des employés de la préfecture³³. Enfin, la société d'agriculture recevra 300 francs puis 500 francs à partir de 1835 « pour seconder son développement et en hâter le progrès » selon les vœux du ministre du Commerce et des Travaux publics³⁴. Ainsi cette société pourra proposer l'implantation de fermes modèles « pour vaincre les erreurs obstinées de la routine » et la création de comices agricoles³⁵ pour favoriser les grands investissements et les bonnes idées³⁶. Cependant ces mesures seront abandonnées devant les difficultés propres au département : isolement et manque de moyens. Mais la subvention du Conseil général permettra toutefois l'établissement de chaires d'agriculture dans les écoles normales primaires. Ces cours gratuits, s'adressant à toutes les classes sociales, représenteront « le meilleur moyen pour que les élèves-maîtres enseignent aux exploitants des villages, les nouvelles méthodes agricoles »³⁷. Une fois encore, ces allocations tendront au développement et au progrès du département.

La création d'une caisse d'épargne et de prévoyance

En 1835, le Conseil général se montre favorable à la création d'une caisse d'épargne et de prévoyance « si propre à améliorer le sort des classes pauvres »³⁸, en votant la somme de 900 francs pour chaque arrondissement. L'année suivante cette délibération est appliquée à Foix. Selon le préfet, cette caisse a déjà reçu de divers déposants la somme de 880 francs. « Vu le petit nombre d'ouvriers et le faible taux de salaire, ce résultat est satisfaisant. On peut espérer que l'existence de la caisse de Foix fera contracter aux ouvriers l'habitude de l'économie et qu'ils ne tarderont pas à apprécier les avantages qu'elle leur offre pour améliorer leur sort, assurer des ressources à leur vieillesse et se préparer les moyens d'élever par degré leur condition »³⁹. Ainsi, grâce à l'initiative du Conseil général, apparaissent les premières bases d'un système d'épargne élaboré où « l'ouvrier laborieux, l'artisan économe et intelligent, pourront placer les fruits d'une modeste épargne »⁴⁰.

32 A.D.A. 1 N 11.

33 A.D.A. 1 N 8.

34 A.D.A. 1 N 11.

35 Les comices agricoles sont des assemblés formées par des propriétaires et des fermiers d'une région ou d'un arrondissement dans ce cas pour améliorer les pratiques agricoles.

36 A.D.A. 1 N 11.

37 *Ibid.*

38 A.D.A. 1 M O.

39 A.D.A. 1 N 11.

40 A.D.A. 1 N 12.

Les aides ponctuelles

Elles tendent à démontrer que le budget du département n'est pas rigide ou préalablement réparti mais au contraire qu'il permet de faire face à des mesures d'urgence. Plusieurs fois pendant la période étudiée, le Conseil général doit réagir rapidement pour atténuer les conséquences des aléas climatiques. En 1827 tout d'abord, un « fond de secours et de non-valeur » de 2 000 francs est distribué aux propriétaires victimes des inondations de 1826. Le même cas de figure se reproduit l'année suivante⁴¹. En 1829, un secours est accordé à la population en raison des incendies et grêles mais le préfet est obligé de rappeler que « cette allocation est réservée aux malheureux privés pour ainsi dire de moyens d'exister par l'effet des pertes éprouvées, [...] cette règle de conduite en matière d'intérêt n'ayant pas toujours été suivie par les répartiteurs, surtout dans les communes, où on ne fait pas scrupule de se faire une part dans la distribution dont on est chargé »⁴². Enfin la disette de 1837 donne également lieu à une « allocation distribuée en secours effectif d'aliment »⁴³ afin de compenser la mauvaise récolte des céréales d'automne et de printemps et l'augmentation des prix.

L'abolition de l'esclavage

Mais le Conseil général de l'Ariège ne s'intéresse pas qu'au sort des nécessiteux ariégeois. En 1836, il prend part dans la campagne en faveur de l'abolition de l'esclavage. Il renouvelle « le vœu exprimé dès la session de 1835 que le gouvernement poursuivant la pensée généreuse de l'émancipation des esclaves présente aux chambres législatives les mesures propres à amener l'abolition de l'esclavage dans nos colonies en conciliant autant qu'il sera possible les sentiments de l'humanité avec les intérêts du Trésor et le respect des droits légitimement acquis »⁴⁴.

Ce vœu sera encore réitéré en 1838⁴⁵. Pourtant, ce n'est que dix ans plus tard, après la proclamation de la II^e République que l'esclavage sera aboli dans les colonies à l'initiative de Victor Schoelcher.

2. Le Conseil général et les enfants abandonnés

L'un des sujets les plus présents dans les délibérations du Conseil général, entre 1824 et 1838, est celui des enfants trouvés et abandonnés. Il participe des grands thèmes sociaux abordés par le département et témoigne de son action en faveur du développement de l'Ariège. En effet, durant cette période la misère conduisait certains parents peu scrupuleux à abandonner leurs enfants. Ceux-ci étaient alors déposés en des lieux favorables pour y être rapidement découverts comme les porches d'églises ou d'hôpitaux. Parfois, lorsque les parents

41 A.D.A. 1 N 8.

42 *Ibid.*

43 A.D.A. 1 N 11.

44 *Ibid.*

45 A.D.A. 1 N 12.

déclaraient ne pouvoir subvenir à leurs besoins, ils étaient directement confiés aux hospices. Ainsi le sous-inspecteur de l'Assistance publique de l'Ariège définit l'enfant trouvé « né de père et de mère inconnus et [a été] découvert dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire » de l'enfant abandonné né de père et de mère connus, « délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants »⁴⁶.

Ces « expositions » (terme employé à l'époque pour désigner les abandons) constituent un véritable fléau pour le département qui doit financer l'assistance, l'entretien et l'éducation de ces enfants. Les différents chapitres consacrés à ce problème sont donc toujours très conséquents tant dans le rapport du préfet précédant les sessions que dans les délibérations proprement dites. D'ailleurs, le plus souvent, les conseillers ne font qu'entériner les décisions ou les vœux exprimés par le préfet lorsque celui-ci dresse le bilan de la situation. Ces comptes rendus sont toujours très détaillés et très précis. Ils s'attachent à définir les causes des abandons d'enfants ainsi que les moyens d'y remédier. Grâce à ces analyses perspicaces, les conseillers peuvent statuer en toute connaissance du problème. Les règlements intérieurs des hospices (n'existant malheureusement que pour les périodes postérieures) permettent également de mieux cerner les conditions de vie de ces enfants. D'après l'étude des délibérations de l'assemblée départementale, il apparaît que les conseillers se souciaient autant du traitement des enfants que de lutter contre l'augmentation croissante des crédits qui grevaient le budget du département. Ainsi l'assistance et la prévoyance sociale, service déjà développé, sont-elles conditionnées par la générosité du Conseil général. Tout en accordant largement ses subventions, celui-ci adoptera de nombreuses mesures afin de diminuer le nombre des « expositions ».

L'assistance des hospices : un service social déjà développé

En cette première moitié du XIX^e siècle, les familles nombreuses sont fréquentes et particulièrement dans les zones de montagne où il n'est pas rare de compter dix ou même vingt enfants par foyer⁴⁷. Les abandons d'enfants sont donc courants dans ces familles misérables.

En effet, entre 1824 et 1838, il semble que le nombre « d'expositions » d'enfants aille toujours croissant. Le préfet en compte 821 au 31 décembre 1827 et note une augmentation de 21 enfants par rapport à 1826⁴⁸. Un an plus tard, celle-ci est de 28 enfants portant ainsi le nombre des abandonnés à 866⁴⁹. En 1832 enfin, année la plus noire de la période, 1 059 enfants sont recueillis par les hospices⁵⁰. Devant ce véritable fléau, un service d'assistance et de prévoyance a été mis en place dans les trois arrondissements du département : Foix, Pamiers et

46 A.D.A. ZO 47.

47 M. CHEVALIER, *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises*. Paris, Guenin, 1956, p. 667.

48 A.D.A. 1 N 8.

49 *Ibid.*

50 A.D.A. 1 N 9.

Saint-Lizier, ce dernier étant le plus important. De même en cas « d'exposition » d'un enfant, des mesures répressives sont prises contre les parents identifiés. Le maire ou l'officier de police et de justice, informé immédiatement d'un abandon, se rend sur les lieux et fait donner à l'enfant tous les soins nécessaires. Il dresse ensuite un procès-verbal mentionnant le sexe et l'âge présumé de l'enfant, les noms qu'il se propose de lui donner, les linges et les hardes dont celui-ci est couvert et tous les renseignements et indices de nature à faire retrouver la mère et à mettre l'administration, s'il y a lieu, sur les traces des auteurs ou complices de l'abandon. Puis l'enfant est conduit à l'hospice dépositaire⁵¹. Là, les orphelins pauvres sont admis par la commission administrative, conformément au décret du 19 janvier 1811. Ils pourront être placés en nourrice ou en sevrage jusqu'à l'âge de six ans. De six à douze ans, ils seront autant que possible mis en pension chez des cultivateurs ou chez des artisans. Ceux qui n'auront pas été placés resteront dans les hospices jusqu'à l'âge de vingt et un ans. Ensuite ils ne pourront, quel que soit leur sexe, rentrer dans l'établissement à titre d'indigents. Si avant d'avoir atteint leur majorité ces enfants donnent des sujets de mécontentement grave, la commission usera à leur égard de la faculté qu'accordent les articles 376 et 377 du Code Napoléon⁵².

Le service d'assistance et de prévoyance sociale semble donc largement développé pour l'époque. Certes, ce sont avant tout les circonstances dramatiques et la misère qui sont à la base de ce type d'action. De plus, ces aides ont de tout temps été dispensées par les institutions hospitalières chrétiennes, les actes de charité participant de la vie quotidienne de chacun. Cependant, en 1824, on peut deviner dans l'attention et les soins portés aux enfants abandonnés, les prémices d'un véritable service social élaboré tel « l'Aide à l'Enfance » que nous connaissons aujourd'hui. Apparaît en effet un véritable souci du bien-être de l'enfant au-delà de la simple prise en charge de ses besoins vitaux.

En 1838, le préfet Petit de Bautel pourra ainsi se féliciter de « l'existence d'institutions où les enfants sans refuge, sans appui ni soutien, trouvent un asile et des soins empressés dans les salles que la prévoyance de l'administration a ouverte »⁵³. Les institutions d'accueil fournissent tout d'abord un petit trousseau composé de pantalons, chemises et vestes pour les garçons et de robes et fichus pour les filles ainsi que des layettes aux nouveaux nés⁵⁴. L'instruction primaire est dispensée aux enfants de l'établissement par les sœurs hospitalières chargées du service intérieur⁵⁵. Plus tard, le placement à la campagne chez des artisans ou des agriculteurs permet à ces infortunés d'apprendre un métier. Bien sûr, dès neuf ans, « lorsqu'ils peuvent être employés à des occupations légères »⁵⁶, ils

51 A.D.A. Z0 4716.

52 A.D.A. ZO 2.

53 A.D.A. 1 N 12.

54 A.D.A., 3 X 85.

55 A.D.A., ZO 2.

56 A.D.A. 1 N 8.

participent aux travaux de leurs nourriciers et constituent une aide appréciable pour ces derniers. Cela représente pour les enfants l'occasion d'acquérir une formation et de préparer leur avenir. De plus, lors des placements « les frères et les sœurs doivent autant que faire se peut, être placés chez les mêmes parents adoptifs ou au moins dans les mêmes communes »⁵⁷. Là encore la qualité de la vie des enfants est préservée. Enfin, un service de contrôle est instauré. Les enfants ne sont envoyés en nourrice qu'après que leur état de santé ait été constaté par les médecins de l'établissement⁵⁸ et un inspecteur effectue des visites sur les lieux de placement deux fois par an, ou plus si nécessaire⁵⁹. Toutes ces dispositions tendent donc à montrer qu'il existe un véritable service social dans la première moitié du XIX^e siècle, capable de venir en aide de façon efficace aux enfants défavorisés. Ces actions sont mises en œuvre grâce aux subventions départementales et l'importance du budget consacré est à la mesure du problème. Les conseillers généraux, selon les volontés préfectorales, font preuve de générosité même si les allocations grèvent une part considérable des ressources du département.

Le budget de l'assistance aux enfants

En 1826, pour l'entretien des 800 enfants trouvés et abandonnés, le département alloue la somme de 49 000 francs⁶⁰. Celle-ci est largement suffisante pour couvrir les dépenses prévues puisqu'en 1827, le budget restant excédentaire de 3 892,13 francs. Mais les conseillers généraux accordent tout de même 46 600 francs de crédit⁶¹. Un an plus tard, les dépenses ne sont toujours pas supérieures aux ressources⁶². En 1829, le budget accordé à l'enfance malheureuse atteint 53 200 francs⁶³ pour augmenter jusqu'à 57 614,28 francs en 1831 afin de combler le déficit de l'année précédente⁶⁴. Pendant cette période en effet, le nombre d'enfants abandonnés est en recrudescence et les dépenses suivent donc une évolution parallèle. L'hiver 1829-1830, particulièrement terrible, entraîne le manque de pain et de travail. De plus, l'avènement de Louis-Philippe occasionne quelques troubles car la population attend en vain des réformes concernant les impôts, les taxes, et tout particulièrement celles frappant le commerce du vin⁶⁵. Cette situation difficile tend donc à fragiliser les paysans déjà misérables et les conséquences sont catastrophiques. En 1832, l'Ariège connaît son plus fort taux d'abandon (1 059 enfants trouvés) et la mortalité infantile augmente d'un tiers⁶⁶. Les subventions grimperont jusqu'à 60 000 francs amputant de façon considérable le budget du département. À partir de cette date, en raison des

57 A.D.A. ZO 642.

58 A.D.A. ZO 2.

59 A.D.A. ZO 642.

60 A.D.A. 1 N 9.

61 A.D.A. 1 N 8.

62 *Ibid.*

63 *Ibid.*

64 A.D.A. 1 N 9.

65 L. BERGES M. COURS-MACH, *Grands notables du Premier Empire*. Édition du CNRS, 1985, p. 155.

66 A.D.A. 1 N 9.

diverses mesures à l'initiative du préfet⁶⁷, les sommes allouées ne cesseront de diminuer : 38 000 francs en 1833, 30 000 francs en 1834, 28 000 francs en 1836 et 1837. Pour l'année 1838, elles s'élèveront à 35 500 francs. Les conseillers accorderont aussi 4 400 francs supplémentaires prélevés au chapitre « dettes départementales », cette augmentation étant imputable à la disette de 1837⁶⁸, mais aussi peut-être à la nomination d'un nouveau préfet (F. Petit de Bautel) le 23 juillet 1837, sans doute plus favorable à l'action sociale⁶⁹.

En plus des subventions accordées aux hospices pour l'entretien des enfants, le Conseil général assure également le salaire des nourrices chez lesquelles ces derniers sont placés. Chaque année le préfet dresse un tableau intitulé « état des dépenses des mois de nourrice et pension des enfants abandonnés entretenus dans les campagnes »⁷⁰. Ce salaire paraît cependant bien mince tant dans les chiffres communiqués par le préfet que dans les réflexions des conseillers généraux. En 1824 par exemple, des économies sont réalisées sur le budget grâce à une baisse du taux du mois des nourrices. Celles-ci ne touchent plus que cinquante centimes par mois pour les enfants de moins de 10 ans. En 1829, le Conseil général, considérant qu'à partir de 9 ans les enfants peuvent effectuer de menus travaux, supprimera totalement les salaires accordés pour ces enfants, cette décision devant tout de même être soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur. Malgré cette mesure, le préfet constate dans son rapport que le taux du salaire des nourrices est aussi modéré que possible⁷¹. Enfin en 1832, il avoue que « dans les autres départements, les nourrices sont plus chères »⁷².

Devant les sommes considérables englouties par le service social et l'augmentation alarmante du nombre « d'expositions » d'enfants, les conseillers généraux ont tenté de mettre fin à « cette plaie morale pour la société »⁷³, grâce à diverses mesures.

La stratégie du Conseil général pour lutter contre les expositions d'enfants

En premier lieu, les élus du département s'emploient à définir les causes de cette situation afin de prendre des dispositions plus efficaces et mieux adaptées pour supprimer ce fléau.

L'analyse du problème

Selon les conseillers, la recrudescence des abandons d'enfants est imputable à la dégradation des mœurs. En 1827, ils constatent que « la puissance paternelle

67 Voir infra, p. 68.

68 M. CHEVALIER op. cité p. 669.

69 A.D.A. 1 N 12.

70 A.D.A. 3 X 85.

71 A.D.A. 1 N 8.

72 A.D.A. 1 N 9.

73 A.D.A. 1 N 11.

a reçu de telles atteintes qu’elle est presque anéantie. Les liens du mariage ne sont souvent qu’un prétexte à une plus grande corruption. La religion qui est venue seconder la législation n’est plus un frein assez fort pour arrêter la perversité qui déborde dans les plus hautes comme dans les plus basses classes de la société »⁷⁴. L’année suivante, devant l’augmentation considérable du budget alloué aux hospices, le préfet déclare que « le mal empire, il est déjà insupportable et si de promptes mesures ne viennent pas en arrêter les progrès, les ressources départementales ne seront plus qu’une prime accordée à l’immoralité et au libertinage »⁷⁵. La morale sévère de l’époque fait donc des enfants naturels une insulte pour la société et les filles-mères sont souvent exclues de la communauté. Pour se soustraire à cette situation honteuse, elles sont contraintes d’abandonner leur progéniture ou de la confier à un hospice. Ce cas de figure correspond particulièrement à la vie rurale puisqu’en 1838 le préfet mentionne dans son rapport que « la démoralisation a peut-être fait plus de progrès dans les villages. Les filles de la campagne, obligées de travailler au dehors et de se produire n’allaitent que très rarement le fruit de leur libertinage ou de leurs erreurs et se hâtent de s’en débarrasser ». C’est là (selon lui) « les causes les plus puissantes d’expositions »⁷⁶. La seconde raison mise en évidence par le Conseil est liée à l’état de pauvreté du département. En effet, les enfants naturels ne sont pas les seuls à être abandonnés. Les enfants légitimes issus de parents misérables connaissent le même sort mais la finalité de l’action est différente. Ainsi peut-on lire dans le rapport du préfet de 1832 que « beaucoup d’enfants exposés sont des enfants légitimes que le département ne peut ni ne doit nourrir à ses frais. Le quart des enfants abandonnés serait issu de légitimes mariages. Ces enfants ne sont pas perdus de vue par les parents, ils connaissent les nourrices à qui ils sont confiés et les retirent à un âge où ils exigent moins de soins »⁷⁷. Il faut surtout entendre par cette dernière formule que les enfants étaient repris par leurs parents dès qu’ils pouvaient fournir une aide efficace aux travaux agricoles, artisanaux ou industriels. Ainsi beaucoup d’enfants étaient-ils employés dans les mines de fer telle Rancié car leur petite taille leur permettait d’extraire plus facilement le minerai des galeries étroites⁷⁸.

Enfin la troisième cause des abandons se trouve dans l’attitude des nourrices et des sages-femmes. En 1828, le préfet rapporte que les premières « collectent elles-mêmes les mères pour mettre une partie des frais de nourrice à la charge des fonds départementaux »⁷⁹. De même, en 1829, il constate que « les sages-femmes font un trafic [des expositions] et s’y livrent avec d’autant plus de sûreté que les grossesses n’étant pas déclarées, on ne peut demander aucun compte

74 A.D.A. 1 N 8.

75 *Ibid.*

76 A.D.A. 1 N 12.

77 A.D.A. 1 N 9.

78 Robert Reulle, *La mine de fer de Rancié*. 1989, p. 14.

79 A.D.A. 1 N 8.

des enfants nouvellement nés »⁸⁰. Les nourrices et les sages-femmes se rendent donc complices des abandons car elles trouvent un intérêt financier à cette action. Plus les nourrices ont d'enfants à charge, plus leur salaire est important, tandis que les sages-femmes se font les entremetteuses rémunérées de ces entreprises frauduleuses. Devant cette dégradation générale des mœurs, le Conseil général va d'abord se révéler impuissant. Lors de la session de 1827, il pose la question : « Mais pour arrêter le débordement des mœurs, quelle puissance pourra y parvenir ? »⁸¹. Aussi se tourne-t-il vers le gouvernement pour lui demander une loi susceptible d'enrayer cette dépréciation de la morale.

La demande d'une loi au gouvernement

Dès 1824, en effet, le Conseil général requiert une loi de la part du gouvernement « pour que les filles enceintes ou leurs parents soient obligés de déclarer leur grossesse. Ainsi le nombre d'expositions diminuera et les filles se livreront moins facilement à leurs séducteurs »⁸². Cette obligation permettrait aussi de retrouver plus facilement les parents d'un enfant abandonné. En 1826, le préfet regrette que « tous les efforts [pour lutter contre ce problème] viennent se briser contre l'insuffisance de la législation »⁸³ et renouvelle l'année suivante sa demande d'intervention gouvernementale⁸⁴. De même lors de la session de 1828, les conseillers généraux réitèrent « la demande expresse de la part du gouvernement pour faire cesser un fléau qui menace d'envahir la société et d'introduire dans les familles le libertinage le plus débouté »⁸⁵. Le ministre, cependant, ne semble entendre leurs réclamations qu'en 1836 et attend d'abord l'avis des conseillers sur la nouvelle législation qu'il y aurait lieu d'adopter relativement au service des enfants trouvés⁸⁶. Comme mesure d'urgence, l'Assemblée départementale propose « la suppression complète des tours d'exposition dans toute la France comme étant la cause de cette progression chaque jour croissante de naissances illégitimes et d'expositions d'enfants qui sont une plaie morale pour la société »⁸⁷.

De plus, le renforcement de la répression et de la pénalité influencerait sur la fréquence de ce crime⁸⁸. Cependant malgré toutes ces suggestions, la loi tarde toujours. En 1838, aucune réglementation n'a été instaurée. Le préfet se fait l'avocat du gouvernement auprès des conseillers en affirmant que « celui-ci connaît l'urgence de telles mesures mais s'agissant d'une question de morale et d'humanité, il cherche le conseil de personnes consciencieuses et au courant des

80 *Ibid.*

81 *Ibid.*

82 A.D.A. 1 N 7.

83 *Ibid.*

84 A.D.A. 1 N 8.

85 *Ibid.*

86 A.D.A. 1 N 11.

87 *Ibid.* La pratique des tours était traditionnelle dans les monastères. À l'entrée du monastère se trouvait un cylindre creux, dans lequel on pouvait placer le bébé. Une religieuse, la sœur tourière faisait tourner ce cylindre et récupérait le bébé sans apercevoir la personne qui l'avait déposé

88 *Ibid.*

problèmes »⁸⁹. L'État s'avoue donc incapable de mettre un terme ou tout au moins d'enrayer la progression des abandons d'enfants. D'ailleurs comment aurait-il pu agir pour améliorer simultanément les mœurs et la situation économique source de ce drame ? Une solution globale réglant tous les problèmes paraissait difficilement mise en œuvre. De fait, devant l'inaction du gouvernement, le Conseil général est contraint d'adopter des mesures pour parer à la première urgence.

Les mesures départementales

Tout d'abord, les conseillers choisissent de supprimer les tours d'expositions comme ils l'avaient proposé au ministre de l'Intérieur. Cependant, dès 1824, le préfet avoue que cette mesure s'est révélée inutile voire dangereuse puisqu'elle présentait l'inconvénient « de faire perdre la vie aux enfants que l'on déposait à la porte des hospices sans les garantir des injures du temps »⁹⁰. La tentative est donc rapidement abandonnée. Puis les conseillers, alarmés devant les dépenses nécessaires à l'entretien des enfants, tentent de les réduire. Selon eux, l'hospice de Saint-Lizier (arrondissement de Saint-Girons), étant proche de la Haute-Garonne, accueillerait les orphelins de ce département. Le Conseil général subviendrait donc aux besoins d'enfants étrangers au département. Il en veut pour preuve les variations d'effectifs des hospices. En effet, « ce n'est que depuis 1812 que Saint-Lizier accepte les enfants trouvés et pourtant il en compte plus que les deux autres (Pamiers et Foix). Ils viendraient donc de la Haute-Garonne »⁹¹. Lors de la session de 1829, l'assemblée départementale exprime ses vœux pour supprimer l'hospice de Saint-Lizier, dont les enfants seront affectés à Foix⁹².

En 1832, le Conseil vote la fermeture de l'hospice à partir du 1^{er} janvier 1833⁹³. Cependant en 1838, le préfet pense que cette mesure n'est toujours pas justifiée⁹⁴ et occasionnerait une charge supplémentaire trop importante pour l'Hôtel Dieu Saint-Jacques de Foix. Ce n'est donc qu'en 1842 que l'hospice de Saint-Lizier sera supprimé comme dépôt d'enfants trouvés et ses pensionnaires répartis dès le 1^{er} avril entre les deux hospices de Foix et de Pamiers⁹⁵. Dans le même temps, le préfet satisfaisant aux exigences du ministre de l'Intérieur, demande dès 1826 l'apposition de colliers à tous les enfants de premier, second et troisième âge. Ainsi la substitution d'un enfant (mort) à un autre (vivant) ne pourra plus avoir lieu⁹⁶. Ces colliers apposés aux enfants de moins de quatre ans sont garnis d'une petite médaille en argent portant la désignation de l'hospice dépositaire et le numéro sous lequel ils y sont inscrits⁹⁷. La mesure appliquée

89 A.D.A. 1 N 12.

90 A.D.A. 1 N 7.

91 A.D.A. 1 N 9.

92 A.D.A. 1 N 8.

93 A.D.A. 1 N 9.

94 A.D.A. 1 N 12.

95 A.D.A. 3 X 85.

96 A.D.A. 1 N 7.

97 A.D.A. ZO 642.

l'année suivante est modifiée en 1838. Les colliers que l'on devait renouveler trop souvent sont remplacés par une boucle à l'oreille gauche⁹⁸.

De même, pour lutter contre les expositions frauduleuses, le préfet renforce le contrôle des nourrices. En 1827, il décide que « leurs mois seront acquittés par le percepteur sur des états préparés à l'avance mais à la charge de produire les certificats des maires et curés constatant l'existence des enfants, certificats que ces fonctionnaires et ecclésiastiques ne délivreront qu'après la présentation des enfants munis du collier qui doit faire connaître leur identité. [Il a en effet constaté] que les enfants étaient souvent retirés par leurs parents sans autre formalité et l'administration était privée de la faculté de se faire rembourser le mois de nourrice et de faire poursuivre les auteurs d'expositions frauduleuses. Maintenant pour donner un enfant, il faudra une autorisation spéciale du préfet. Cette mesure pourra arrêter les parents toujours disposés à mettre leurs enfants à la charge du département pour les retirer à l'âge où ils exigent moins de soins. Pour les retirer, il faudra donc soit rembourser, soit subir une condamnation »⁹⁹.

Enfin la dernière mesure, la plus ingénieuse et la plus efficace mettra un terme aux abus. Elle résultera d'une adaptation aux conditions ariégeoises d'une proposition du gouvernement. En effet, en 1827, celui-ci « espère tirer un très grand avantage du déplacement des enfants trouvés et abandonnés d'un département à un autre »¹⁰⁰. Au départ, le Conseil général ne voit dans cette disposition qu'une source de tracas. Selon lui le premier problème se posera si la commission administrative des hospices doit conserver la tutelle des enfants éloignés d'eux. Ensuite les échanges devront se faire entre enfants du même âge, ce qui paraît difficile. Enfin, des nourrices devront s'occuper des enfants avant la mutation et celles-ci ne voudront pas se soumettre à cette substitution¹⁰¹. En 1829, le préfet propose de faire voyager seulement les enfants de plus de deux ans pour éviter ces inconvénients car « l'échange des enfants entre départements est le moyen le plus efficace »¹⁰². Cependant en 1832 son rapport témoigne de plus de réalisme et de discernement dans l'analyse du problème. Il constate que lors d'expositions frauduleuses « les sentiments qui attachent [les parents] à leurs enfants ne sont pas entièrement étouffés et il est probable qu'ils renonceraient à les confier en des mains mercenaires si la faculté de les connaître et de les voir souvent leur était enlevée »¹⁰³.

Le déplacement paraît le meilleur moyen mais il se heurte toujours aux difficultés posées par les nourrices. D'ailleurs il n'a encore été réalisé dans aucun département du Midi. Pourtant une solution apparaît aux yeux du préfet : pour éviter les inconvénients des échanges entre départements, il suggère que

98 A.D.A. 1 N 12.

99 A.D.A. 1 N 8.

100 *Ibid.*

101 *Ibid.*

102 *Ibid.*

103 A.D.A. 1 N 9.

ceux-ci s’opèrent entre arrondissements¹⁰⁴. Cette proposition aussitôt adoptée par les conseillers est mise à exécution. Dès l’année suivante les résultats sont remarquables. Les dépenses diminuent et 250 radiations ont lieu, les parents nourriciers préférant garder les enfants à titre gratuit plutôt que d’opérer un échange. Parfois ce sont les mères naturelles qui les retirent. Le préfet affirme donc que les échanges doivent continuer « sans toutefois mettre en danger la vie des enfants nouveau-nés qui ont immédiatement besoin d’une nourrice »¹⁰⁵.

Mais aussitôt les mesures appliquées, les parents trouvent le moyen de les contourner : Puisque les enfants abandonnés dans le canton de Saint-Girons doivent être envoyés à l’hospice de Foix, leurs parents les abandonnent dorénavant à Foix. Ainsi quelques jours après, les coupables sont-ils certains de voir rapatrier leur progéniture près d’eux et continuent de les surveiller pour les retirer vers neuf ou dix ans. Le préfet découvrant le subterfuge lors de la seconde session exceptionnelle du Conseil général en 1833, réplique que les enfants seront alternativement envoyés à Foix ou à Pamiers. Dès lors, les résultats ne cessent de s’améliorer. Les expositions diminuent et, en 1835, le préfet peut dresser un bilan positif et élogieux de la situation. Il affirme que « le département de l’Ariège est celui où la mesure des échanges a produit les résultats les plus heureux selon le tableau statistique du ministre du commerce »¹⁰⁶. Selon lui les naissances illégitimes n’ont pas diminué mais « les parents unis par le mariage ont enfin compris qu’il ne leur était guère plus possible de faire nourrir leurs enfants aux frais du département en conservant la faculté de ne pas les perdre de vue et de les retirer lorsqu’ils étaient parvenus à l’âge où leurs services pourraient leur être utiles »¹⁰⁷. Cependant, peu à peu, la population des hospices va à nouveau augmenter car les enfants qui y seront déposés auront réellement été abandonnés par leurs parents, sans espoir d’être repris ou adoptés et seront donc condamnés à demeurer à la charge du département. C’est du moins la conclusion du préfet dans son rapport de 1833. « Avant les échanges, il y avait bon nombre d’enfants légitimes nés de parents pauvres mais sains tandis qu’il n’est resté après 1833 que des enfants issus du libertinage arrivés pour la plupart à la vie avec un sang vicié »¹⁰⁸. Malgré ces propos rudes, il n’hésitera pas à faire montre de générosité en allouant près de 40 000 francs de crédits pour l’entretien de ces malheureux.

L’étude de cette tranche d’histoire relative aux enfants trouvés et abandonnés met en évidence le développement d’un service d’assistance et de prévoyance sociale efficace. Tout au long de cette période en effet, préfets et conseillers généraux s’emploieront à améliorer le sort des orphelins et la qualité des soins prodigués dans les hospices. Parfois le ministre est même obligé de mettre un frein à tant de bonne volonté. En 1836 par exemple, le préfet proposera d’accorder

104 *Ibid.*

105 *Ibid.*

106 A.D.A. 1 N 10.

107 *Ibid.*

108 A.D.A. 1 N 12.

un secours aux hospices civils du département pour les vêtements et le linge, mais l'autorité gouvernementale lui fait reconnaître que cela ne rentre pas dans le rôle du département¹⁰⁹. Une véritable aide à l'enfance se construit donc progressivement.

Cependant, si toutes les mesures adoptées par les administrateurs du département témoignent d'un souci d'humanité et de générosité pour les démunis, ces sentiments honorables ne doivent pas occulter que c'est avant tout la misère constante dans l'Ariège à cette époque qui est à l'origine de ces différentes actions. Ainsi le Conseil n'ayant pu enrayer cette paupérisation, cause de tous les problèmes, a été contraint d'adopter des mesures palliatives. À défaut de guérir, il a tenté de soulager les maux de la population.

2. Le Conseil général et le développement de l'instruction primaire

Avant la Monarchie de Juillet, l'instruction publique n'a pas eu dans l'Ariège un établissement bien remarquable. Le voisinage de la ville de Toulouse, les grands moyens d'instruction qu'on y a toujours trouvés ont porté les familles aisées à y inscrire leurs enfants ; ce qui a nui aux écoles qui auraient pu être créées dans ces montagnes. Le département est même dépourvu d'écoles primaires, base fondamentale d'une bonne instruction, par manque de maîtres et de moyens pour les salarier¹¹⁰. Ainsi en 1824 un très grand nombre de personnes ne savent encore ni lire ni écrire. Le seul enseignement est parfois dispensé par le curé dans les paroisses rurales. Les enfants, même parmi les plus pauvres, bénéficient dans ce cas des premiers rudiments de l'instruction mais ils sont trop tôt appelés à participer aux travaux de leurs parents pour acquérir des connaissances solides.

Entre 1824 et 1838, l'instruction tant religieuse que laïque va se développer de façon considérable, grâce aux nombreuses écoles primaires installées dans les communes. La création du ministère de l'Instruction publique, le 1^{er} février 1828¹¹¹, et la loi Guizot du 28 juin 1833 constitueront un apport majeur à ce projet. Le Conseil général participera à cet effort, avec quelques réticences d'abord puis de façon plus généreuse. Il semble avoir fait sienne l'opinion du préfet qui affirme que « l'instruction dans toutes les classes contribuera au bon ordre de la société, préparera l'obéissance aux lois et l'accomplissement de tous les devoirs des citoyens »¹¹². Durant cette période l'action du Conseil général sera double : d'une part il subventionnera activement le développement des écoles dans les montagnes, d'autre part la création d'une école normale primaire viendra améliorer la qualité de l'enseignement. Parallèlement, il s'emploiera à dispenser une véritable formation professionnelle avec les cours d'accouchement de Pamiers afin de compléter l'instruction proposée à la population.

109 A.D.A. 1 N 11.

110 P. DARDENNE, *L'Ariège au temps de Napoléon*. Saint-Girons, éditions du « Boulbi », 1990, p. 253 - 254.

111 A.D.A. 1 T 1.

112 A.D.A. 1 N 9.

La double action du Conseil général en faveur de l’instruction primaire

Il faut tout d’abord préciser que l’établissement d’écoles primaires dans les communes est principalement du ressort du budget municipal. La loi du 11 floréal an X revient à une règle rationnelle et pratique : elle confie aux administrations locales le soin d’organiser des écoles selon les besoins de la population. L’instituteur, logé aux frais de la commune, rétribué par les parents, est nommé par le maire et par son conseil¹¹³. Aussi le Conseil général n’a-t-il joué qu’un rôle d’instigateur de la création d’écoles primaires en versant des fonds pour la réalisation de cette tâche.

La création d’écoles en milieu rural

Sous le règne de Charles X, l’enseignement reste parcellaire, confié seulement à quelques congrégations religieuses et réservé aux notables. On peut citer pour exemples le collège de Pamiers ou l’école centrale de Saint-Girons. Le programme de ces écoles comprenait quatre sections principales : écritures et commerces, mathématiques, belles-lettres (grammaire-poésie-géographie-histoire) et enfin arts d’agrément comme la musique, la danse ou la gymnastique. « Rien de ce qui pouvait tendre à former le cœur à la vertu, à donner de la force à l’esprit et de la grâce au corps ne devait être négligé dans [ce genre d’établissement] »¹¹⁴. Cependant, si ces écoles semblent offrir un programme riche, peu d’enfants bénéficient de cet enseignement. Dans les campagnes, les connaissances intellectuelles restent sommaires. D’ailleurs aucun chapitre n’est consacré à ce thème dans les délibérations du Conseil général avant la Monarchie de Juillet. En 1826, le conseil préfère encore confier l’instruction publique à des congrégations religieuses « afin d’exciter parmi elles cette émulation qui anciennement a produit de si grands effets »¹¹⁵.

Ce n’est donc qu’en 1831, devant l’état d’abandon de l’instruction élémentaire constaté par le préfet, qu’un premier secours de 2 000 francs est voté par l’assemblée départementale en faveur de l’instruction primaire¹¹⁶. L’année suivante, douze écoles d’enseignement mutuel dont les avantages sont à présent reconnus par rapport à l’enseignement individuel, ont été créées. Malgré cela, il existe encore un grand nombre de communes dépourvues d’instituteurs. Selon le préfet, elles doivent elles-mêmes faire le premier sacrifice soit pour la fondation d’écoles nouvelles, soit pour l’amélioration de celles existantes. Mais elles peuvent être pour cela aidées par le budget départemental. Pour appuyer cette affirmation, le Conseil général vote la somme de 7 000 francs au lieu des 6 000 francs requis par le préfet. Il se montre ainsi plus favorable au développement de l’instruction primaire dans le département, apprécie les progrès que celui-ci peut apporter aux

113 Abbé L. BIAZY, *L’enseignement de la Révolution à la fin du XIX^e siècle*, Bulletin de la Société Ariégeoise, Sciences, Lettres et Arts, 1931-1932, p. 309-332.

114 Abbé L. BIAZY, op. cit. p. 310.

115 A.D.A. 1 N 7.

116 A.D.A. 1 N 9.

paysans et cherche encore à les améliorer en demandant de la part du gouvernement une loi « pour étendre l’instruction dans les montagnes »¹¹⁷.

Ces vœux en accord avec la politique nationale seront aussitôt entendus. La loi du 28 juin 1833, qui porte le nom de Guizot devenu ministre de l’Instruction publique en octobre 1832, fixe les bases de l’organisation de l’enseignement élémentaire. Elle fait coexister écoles publiques et privées, crée les écoles primaires supérieures, établit une école normale par département (sauf cas de regroupement) et détermine le recrutement, le contenu des enseignements et les conditions de traitement des instituteurs. Ainsi l’article premier dispose que « l’instruction primaire et élémentaire comprend nécessairement l’instruction morale et religieuse, la lecture, l’écriture, les éléments de la langue française et de calcul, le système légal des poids et mesures »¹¹⁸. L’article huit fixe les compétences communales, départementales et gouvernementales sur les écoles primaires publiques¹¹⁹. Enfin l’article neuf, plusieurs fois rappelé au préfet par circulaire ministérielle impose à toutes communes « l’obligation d’entretenir soit par elle-même soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines, au moins une école primaire »¹²⁰. Cette dernière disposition sera aussitôt examinée par le préfet et les conseillers généraux qui devront évaluer les difficultés d’application. Dans son rapport de 1833, le préfet propose qu’avant la réunion de communes trop pauvres pour entretenir par elles-mêmes une école, on « connaisse les relations habituelles de sympathie ou d’animosité entre elles »¹²¹.

Malgré cette précaution les premiers problèmes se posent dès 1834 puisque l’autorité départementale constate que « les communes de moins de 200 habitants veulent toutes une école ou si elles doivent être réunies d’en être le chef-lieu »¹²². Ici comme ailleurs, le tempérament individualiste du paysan ariégeois prévaut donc une fois encore sur les possibilités de progrès. Après la loi Guizot, toutes les communes, grâce aux allocations de l’État ou du département, devront se mettre en mesure d’acquérir une « maison d’école ». Le Conseil général allouera 5 000 francs à cet effet. De plus, une caisse d’épargne et de prévoyance en faveur des instituteurs sera créée¹²³. Enfin des bourses départementales et communales seront octroyées « en faveur des aspirants qui n’auraient pas les moyens de payer soit en totalité soit en partie leur pension »¹²⁴. Toutefois des mesures étaient déjà contenues dans une circulaire du ministre de l’Instruction publique en 1831 disposant que « des bourses créées par le Conseil général ou par les conseils municipaux serviront à couvrir les frais de nourriture et d’instruction de ces

117 *Ibid.*

118 J. CARPENTER, F. LEBRUN et al, *Histoire de France*, collection Point histoire, Paris, édition du Seuil, 1987, p. 276.

119 *Ibid.* p. 275.

120 A.D.A. 1 T 1.

121 A.D.A. 1 N 9.

122 A.D.A. 1 N 10.

123 A.D.A. 1 N 9.

124 A.D.A. 1 T 1.

écoles »¹²⁵. En 1834 des progrès assez considérables semblent être réalisés. Le ministre peut affirmer avec optimisme et confiance que « l’organisation des écoles primaires communales sous le rapport financier est aujourd’hui réglée dans tous les départements. Les votes des conseils municipaux et généraux et au besoin les impositions établies d’office, assureront l’existence de ces écoles pendant l’année 1834 »¹²⁶. Par ailleurs, le nombre d’établissements a progressé : le préfet en compte 33 supplémentaires après la loi Guizot, mais 242 écoles sur 335 communes restent à fournir¹²⁷. L’année suivante, 156 villages sont pourvus d’instituteurs et 30 de plus sont prévus pour 1836. D’ailleurs, dans l’arrondissement de Saint-Girons, seulement 18 communes sur 80 manquent encore de maîtres¹²⁸. En 1838, le préfet constatera que l’instruction est toujours en voie de progrès dans l’Ariège et le budget attribué sera de 85 480,12 francs¹²⁹. Cependant malgré les efforts et les résultats obtenus, la grande difficulté reste le recrutement des instituteurs. Entretien par les communes, ils sont souvent très pauvres et mal logés. Ainsi, la position qu’on leur offre n’étant pas enviable, ceux qui s’établissent dans les villages manquent souvent de connaissances et des qualités requises. Dès 1829, une circulaire ministérielle avait apporté une solution à cette pénurie en proposant la « création de classes normales destinées à former de bons instituteurs »¹³⁰.

La création de l’école normale

En effet, avant la loi Guizot obligeant chaque département à posséder une école normale primaire ou à en créer une en s’entendant avec un ou plusieurs départements voisins¹³¹, le préfet de l’Ariège, en accord avec celui de la Haute-Garonne, avait proposé d’instaurer à Toulouse une école normale pour les deux départements. Le conseil, même s’il avait reconnu que l’idée était intéressante, avait refusé prétextant que les ressources du département et des communes ne pouvaient supporter une telle charge malgré l’aide du gouvernement¹³². Cette analyse prévaut jusqu’en 1833 où le préfet demande au Conseil général un vote en faveur de la fondation d’une école normale primaire. Lors de la seconde session, le préfet applique les dispositions de la loi du 28 juin 1833 en fixant le traitement de l’instituteur à 200 francs par an, cette somme résultant de l’imposition de deux centimes additionnels aux contributions foncières et mobilières. Il réaffirme ensuite sa volonté de créer une école normale mais sans s’associer avec Carcassonne (préfecture de l’Aude) ou Toulouse. Le Conseil général approuve cette mesure qui ôtera à l’Ariège tout risque de devenir tributaire d’un département voisin¹³³.

125 *Ibid.*

126 *Ibid.*

127 A.D.A. 1 N 10.

128 A.D.A. 1 T 18.

129 A.D.A. 1 N 12.

130 A.D.A. 1 N 8.

131 A.D.A. 1 T 1.

132 A.D.A. 1 N 9.

133 *Ibid.*

L'école normale d'instituteurs commence donc à fonctionner au mois de juillet 1834 avec le sieur Maravat comme directeur. Elle est alors installée dans l'aile droite de la préfecture à Foix. Dès sa fondation, le Conseil général inscrit sur son budget une somme de 8 000 francs pour le traitement des maîtres et continue à l'inscrire par la suite¹³⁴. En 1835, le préfet ravi de ce nouvel établissement, cherche à améliorer son fonctionnement. Il déclare dans son rapport que « l'école normale est une pépinière précieuse qui produira des instituteurs infiniment plus capables que ceux en exercice actuellement [...]. Ceux qui sortiront de l'école normale seront capables d'enseigner les matières propres à l'instruction primaire, élémentaire et même supérieure mais ils auront puisé des principes de moralité religieuse qu'ils devront s'efforcer de faire pénétrer dans le cœur et l'esprit de leurs élèves car elle doit être le fondement et le but de toute instruction ». Pour mieux y réussir, c'est-à-dire « pour habituer les élèves de l'école normale à la discipline qu'ils devront eux-mêmes faire observer plus tard et pour les prémunir contre la contagion de mauvais exemples [le préfet] a reconnu avec la commission de surveillance la nécessité de les caserner dans un même local habité par le directeur et [il a] à cet effet loué une maison »¹³⁵.

Sur le même modèle, le préfet souhaite créer en 1836 une école normale d'institutrices pour l'instruction des filles mais le Conseil général regrettera de ne pouvoir satisfaire ce vœu et l'enseignement restera donc confié à la générosité des congrégations religieuses et à l'évêque de Pamiers¹³⁶.

En quatorze ans, l'instruction primaire s'est donc développée sur l'ensemble du département. Plusieurs écoles communales ont été établies et le niveau intellectuel de la population s'est amélioré. Dès 1833, les conseillers généraux peuvent féliciter le préfet, instigateur de ces progrès. Selon eux « le magistrat qui a créé dans nos montagnes un bien aussi fécond en heureux résultats aura, à juste droit, la reconnaissance publique »¹³⁷. Cependant malgré tous ces efforts, le taux d'analphabétisme reste important, comme dans l'ensemble de la France. En 1848 un homme sur cinq et une femme sur vingt-cinq savent lire et écrire alors que dans l'Ariège la proportion d'illettrés est rarement estimée inférieure à 80 % de la population masculine. Dans les communes rurales, les habitants demeurent pauvres et ignorants, les autorités locales étant indifférentes, le traitement des instituteurs est réduit à 200 francs par an, minimum fixé par la loi¹³⁸. Les bases de l'instruction même si elles s'améliorent progressivement restent sommaires. Le Conseil général participe à cet effort en considérant les besoins que le département éprouve et les sacrifices qu'il s'impose pour répandre au sein de la population les bienfaits de l'instruction. Il interviendra dans la même optique

134 Abbé L. BLAZY, op. cit. p. 314.

135 A.D.A.1 N 10.

136 A.D.A. 1 N 11.

137 A.D.A. 1 N 9.

138 L. CLAEYS, *L'enseignement à Pamiers au XIX^e siècle*, Bulletin de la Société Ariégeoise, Sciences, Lettres et Arts, 1983, Tome XXXVII, p. 176.

pour favoriser un autre genre d'instruction, celui de la formation professionnelle avec les cours d'accouchement de Pamiers. Il complète ainsi par un système novateur l'étendue des connaissances offertes à la population.

Les prémices d'une formation professionnelle : les cours d'accouchement

« Vu l'accord du ministre de l'intérieur et [...] considérant que les accidents graves et multipliés auxquels sont exposées les femmes en couche, ne proviennent le plus souvent que de l'ignorance et de l'inexpérience des sages-femmes et qu'il est du devoir d'une sage administration de prévenir ces inconvénients en facilitant à ces femmes les moyens de s'instruire de l'état qu'elles professent, un cours gratuit d'accouchement sera établi dans la ville de Pamiers »¹³⁹. Cet arrêté préfectoral du 29 septembre 1809 atteste de la volonté précoce d'établir dans ce domaine une formation professionnelle complète et efficace dans un souci de santé publique.

Le contenu des cours

Les cours qui se déroulent dans l'hospice de Pamiers se composent de soixante leçons et ont une durée totale de six mois. Chaque leçon est de deux heures, la première étant consacrée à « l'enseignement des diverses parties de l'Art »¹⁴⁰, l'autre permettant aux élèves de poser des questions sur le cours. Le professeur leur enseigne la théorie et la pratique des accouchements et fait la démonstration « à l'aide de fantômes et de mannequins avec les instruments nécessaires avant d'appeler les élèves aux opérations sur la femme »¹⁴¹. Le système paraît donc très novateur et chaque femme voulant à présent exercer cette profession doit s'y soumettre sous peine d'être dénoncée aux tribunaux et sanctionnée par la loi. L'hospice offre également un service d'accueil aux femmes en couche qui servent de patientes aux élèves de l'école. Une salle de dix lits est réservée à cet effet. Elles ne sont admises qu'au huitième mois de leur grossesse et sortent dans les quinze jours qui suivent l'accouchement sauf avis contraire du médecin¹⁴². Tous les frais sont intégralement couverts par les subventions communales et départementales. Les cours sont payés par les communes mais en cas d'insuffisance, la dépense peut être imputée sur les fonds du Conseil général votés à cet effet ou sur ceux des dépenses imprévues. Le traitement du professeur réduit à 400 francs et celui de la maîtresse sage-femme de 200 francs sont également pris en charge par le budget départemental. Ainsi le Conseil général, pour appliquer ces dispositions, devra entretenir presque totalement les cours d'accouchement ce qu'il réalisera avec stabilité et efficacité durant quatorze ans.

139 A.D.A. 8 M 36.

140 *Ibid.*

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*

Le financement des cours

En 1824 le Conseil général vote une subvention de 600 francs « pour que les femmes suivant les cours d'accouchement puissent faire les travaux pratiques à l'hospice de Pamiers »¹⁴³. En 1826, le professeur ne pouvant plus exercer pour cause de surdit, la chaire est mise au concours pour recruter un nouvel enseignant la hauteur de telles fonctions¹⁴⁴. L'ancien professeur recevra une allocation en remerciement de ses 48 ans de services. Les annes suivantes, le conseil se bornera voter le budget attribu aux cours : 1 450 francs de 1827 1835 avec une diminution du traitement du professeur qui passe de 400 300 francs et de la sage-femme ne percevant plus que 150 francs au lieu de 200¹⁴⁵. En 1835, 500 francs supplmentaires seront attribus pour l'ouverture d'une salle pour recevoir les femmes enceintes de la classe pauvre¹⁴⁶ et le budget se maintiendra 2 000 francs en 1836. De plus, le Conseil gnral demandera qu' cause de l'importance et de la gravit des fonctions de sage-femme dont la profession exige de la moralit, de l'adresse, de la capacit et quelque instruction, il soit pris des mesures pour que l'admission au concours ne soit dsormais permise qu'aux lves qui sauront lire et crire »¹⁴⁷.

L'assemblée dpartementale mne donc autant que possible une politique de dveloppement social efficace. Malgr un budget troit et des difficults propres au dpartement, elle s'adapte au contexte arigeois pour favoriser autant que faire se peut l'amlioration des conditions de vie de la population. L'aide l'instruction primaire et aux cours d'accouchement participe de ce vaste projet et s'intgre dans la mission de solidarit du Conseil gnral. Entre 1824 et 1838, grce la lucidit des conseillers ayant pris conscience de l'importance de l'ducation pour l'volution et l'ouverture d'un pays, les bases d'un systme ducatif sont poses. Elles ne cesseront de s'enraciner jusqu' la III Rpublique o s'tablissant dfinitivement, elles permettront l'Arige de combler partiellement son retard par rapport d'autres dpartements.

Conclusion

« La politique du Conseil gnral est devenue une condition de vie des individus ». L'application au dpartement de la formule d'Henri de Jouvenel¹⁴⁸ montre que la fonction de solidarit, trs ancienne, constitue la prrogative majeure du Conseil gnral. Celle-ci s'exerce l'gard des habitants mais aussi l'gard des territoires du dpartement. Ainsi avec le dveloppement de l'instruction primaire, l'aide l'enfance dfavorise, la prise de position face aux problmes forestiers, l'institution a men, entre 1824 et 1848 une grande action sociale en

143 A.D.A. I N 7.

144 *Ibid.*

145 A.D.A. I N 7.

146 A.D.A. I N 10.

147 A.D.A. I N 11.

148 J. BOURDON, J.-M. PONTIER, *Le Conseil gnral*. Que sais-je ?, Paris, PUF, 1992, p. 69.

faveur de la population tandis que les grands travaux sur la voirie départementale ont contribué à une mise en valeur du territoire. Le Conseil général demeure donc proche des administrés tout en faisant le lien avec le pouvoir central.

Cependant en Ariège, il faut constater qu’il a particulièrement rempli sa mission d’aide au monde rural. Les notables qui composaient l’assemblée ont toujours tenté de favoriser l’expansion économique du département. Mais au-delà de cette volonté, ils ont également fait preuve d’humanité et de générosité en faveur des classes indigentes alors que la loi leur permettait seulement d’émettre des vœux en la matière.

Cette politique paraît tout à fait intéressante compte tenu de l’époque de sa réalisation et préfigure l’action du Conseil général du XX^e siècle. On pourrait donc affirmer sans craindre l’anachronisme, que la notion de solidarité a toujours été au principe des actions de l’assemblée départementale.

L’évidente volonté des conseillers généraux pour développer le département, au début du XIX^e siècle, contribue à changer le destin de l’Ariège même si, dans la pratique, la paupérisation du département dans la seconde moitié du XIX^e siècle est encore une réalité notamment dans le monde rural. L’analyse des documents administratifs, délibérations et autres, plus ou moins soumis au pouvoir central, n’offre qu’une vision partielle, celle de l’État et des notables, de la situation de l’époque.

Entre 1824 et 1848, l’institution départementale met en place les conditions, notamment dans le cadre social, propices au développement de l’Ariège. Les réseaux routiers et ferrés entre autres, l’assistance, l’organisation sociale du territoire et les multiples interventions du Conseil général en témoignent encore de nos jours.